

**LES SOURCES DE L'HISTOIRE  
OUVRIERE, SOCIALE  
ET INDUSTRIELLE  
DANS LA REGION  
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR**

**Par Michel DREYFUS**

Depuis une décennie environ, un vaste mouvement d'intérêt s'est développé en France pour l'histoire ouvrière et sociale depuis la Révolution française et plus récemment encore pour le patrimoine légué par la civilisation industrielle issue du XIXe siècle, l'étude du travail, la culture scientifique et technique et enfin l'histoire de l'entreprise. Longtemps considéré de façon relativement marginale, ce domaine est aujourd'hui reconnu et investi par les grandes institutions de conservation et de recherche que sont Archives de France, C.N.R.S., universités, etc..

Les raisons d'une telle évolution sont compréhensibles : les mutations liées à la crise économique et sociale survenue depuis 1974 ont bouleversé le rapport à la production à travers de douloureuses reconversions. Le paysage industriel de nombreuses régions a subi des modifications importantes en raison du déclin de certaines activités (mines, sidérurgie) parfois mais pas toujours remplacées par d'autres (informatique, robotique). Aussi la disparition de multiples formes de culture ouvrière a rendu d'autant plus urgente leur collecte et leur sauvetage et explique ce besoin de plus en plus répandu. Une enquête nationale menée durant plusieurs années dans la cadre du C.N.R.S. avec le soutien des Archives de France a permis le recensement d'environ un millier de centres les plus divers (1) qui tous à leur façon conservent des sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle, ce patrimoine si particulier. Avant de présenter les principales richesses existant dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, il convient de définir rapidement cette notion générale d'histoire ouvrière, sociale et industrielle.

On peut pour la clarté de l'exposé la subdiviser en cinq grandes catégories. L'histoire du mouvement ouvrier proprement dit a trait aux partis et aux mouvements politiques, aux syndicats, depuis leur apparition jusqu'à nos jours, ce qui englobe mouvements républicains socialistes, anarchistes et pacifistes depuis le XIXe siècle, Parti communiste, oppositionnels et socialistes de gauche, C.G.T., C.G.T.U., C.G.T.-F.O., C.F.T.C., C.F.D.T. Outre les élections, des événements politiques importants jalonnent la vie politique et syndicale : Coup d'Etat du 2 décembre 1851, Commune, Front populaire ainsi que des périodes de crise ou de difficultés parmi lesquelles les deux guerres mondiales, les scissions syndicales de 1922, 1947 et 1964.

L'histoire du travail se consacre à l'étude des conditions de travail, de son organisation (le Taylorisme), de sa réglementation et de sa durée, du travail des femmes et des enfants. Les revendications ouvrières, les négociations, les conventions collectives mais aussi les manifestations, les grèves (occupations d'usines, piquets de grève) dans les branches professionnelles les plus diverses appartiennent à cet ensemble auquel se rattache également le compagnonnage. Le chômage, les conséquences qu'il entraîne, les moyens de le combattre, tout ce qui concerne la main d'oeuvre relève également de l'histoire du travail distincte de l'histoire populaire.

L'histoire sociale se préoccupe de questions telles que le vagabondage, la mendicité, voire la prostitution, si importantes au XIXe siècle ainsi que des mouvements de population et des phénomènes migratoires. Les écrits, l'action de certains réformateurs sociaux, le paternalisme social ne sauraient être oubliés. Au XIXe siècle encore, les bureaux de bienfaisance et les sociétés de secours mutuels jouent un rôle considérable bien qu'encore souvent méconnu actuellement. Cette histoire se poursuit avec l'instauration des retraites ouvrières et paysannes (1910), des Assurances sociales (1930) puis de la Sécurité sociale à la Libération. Les luttes pour l'accession aux loisirs ou à des conditions de logement plus décentes (jardins ouvriers, H.B.M., H.L.M.) relèvent également de ce domaine.

L'histoire de la culture scientifique et technique débute chronologiquement avec l'essor du capitalisme industriel en France vers les années 1815-1830 pour se poursuivre jusqu'à nos jours. De nombreuses inventions ou innovations techniques et technologiques ont eu des conséquences sociales considérables. Ainsi des centres tels que le Musée Ampère (Rhône), la station Chappe (Bas-Rhin), l'Ecomusée de la Houille blanche (Isère), des fonds de documentation technique concernant les mines, les usines, la machine à vapeur, l'électricité, l'automobile font partie de ce groupe.

Enfin l'histoire des entreprises constitue la cinquième branche de ce vaste domaine qu'elle complète tout naturellement. L'histoire sociale est évidemment concernée par les lieux où travaillent les ouvriers, par la vie des entreprises. Aussi convient de repérer leurs archives, quelles qu'elles soient, qu'elles fassent directement référence aux travailleurs et à leurs conditions de travail ou qu'elles initient plus particulièrement au fonctionnement et à la marche de l'entreprise : fondation de cette dernière, capitaux, comptabilité interne, chiffre d'affaire, politique vis à vis du personnel, etc.

Chronologiquement cette histoire remonte aux débuts de la Révolution industrielle pour aller jusqu'à nos jours même si la documentation antérieure à la seconde guerre mondiale est souvent beaucoup plus difficile à retrouver et doit être sauvée en priorité. Les documents témoignant de ce passé sont d'une grande variété dans leur forme : textes imprimés et manuscrits (livres, journaux, brochures, comptes-rendus de congrès, bulletins intérieurs, correspondance, "littérature grise" etc.) ; documents iconographiques (photos, affiches, cartes postales, tableaux) ; objets (outils, machines etc.) ; immeubles (bâtiments industriels, maisons ouvrières, maisons patronales, locaux de Bourse du Travail etc.) ; enfin les témoignages audiovisuels (interviews, films etc.) ne doivent pas être oubliés.

Dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ont été répertoriés une trentaine de centres géographiquement répartis dans une quinzaine de localités. Ces centres sont extrêmement diversifiés, tant par leur appartenance administrative, politique, syndicale ou autre que par leur fonctionnement ou leur domaine propre. Mais un lien les unit : tous possèdent des sources, de la documentation intéressante pour les chercheurs en histoire ouvrière sociale et industrielle.

A tout seigneur, tout honneur. Plusieurs séries modernes des Archives départementales sont d'une grande richesse pour notre propos comme le montrent ces quelques exemples. En premier lieu la série J accueille des dons ou des dépôts faits par des particuliers ou des organisations : 6 J archives de la section de Gap de la ligue des droits de l'homme ou 18 J archives de l'Union départementale C.F.D.T. aux Archives départementales des Hautes-Alpes ; 8 J fonds de la verrerie de Cannes la Bocca à Nice ; 19 J fonds de la Société industrielle et commerciale du Midi ou 42 J ; archives de la section de la F.E.N. des Bouches du Rhône à Marseille etc. On ne peut détailler ici les très nombreux trésors contenus dans la série M émanant des archives de l'administration préfectorale, concernant la vie politique, économique et sociale d'un département : il s'agit d'une source essentielle pour l'histoire du mouvement ouvrier. En série X on trouve de la documentation sur les bureaux de bienfaisance, les sociétés de secours mutuels, les Assurances sociales, etc. et enfin en série Z a été conservés des documents émanant des sous-préfectures. Les archives communales ou municipales sont complémentaires de ce premier ensemble : celles de Bastia, Marseille, Arles et Avignon se sont révélées directement intéressantes pour notre sujet. Les bibliothèques municipales ne doivent pas non plus être oubliées : ainsi la Bibliothèque municipale de Marseille possède dans le fonds Léautaud de précieuses sources sur la vie du port, la Révolution de 1848 et la

Commune à Marseille. On trouve à la Bibliothèque municipale de Toulon des publications de l'Association nationale pour la protection légale des travailleurs (1901-1910). Archives départementales, communales. Bibliothèques municipales : autant de lieux qu'il est normal de rencontrer au cours de cette recherche.

Cela est moins le cas pour d'autres centres plus spécialisés, parfois moins connus et d'un accès moins faciles dans certains cas du moins. Ainsi la Chambre de commerce et d'industrie de Marseille est très riche dans son fonds "Economie sociale" sur les conditions de travail dans leur ensemble depuis un siècle. Le Centre international de recherches sur l'anarchisme (C.I.R.A.) -également situé à Marseille- possède plus d'un millier de périodiques se réclamant tous du mouvement anarchiste ainsi que des documents particuliers sur la Révolution russe et la Guerre d'Espagne. Dans un autre registre le Centre des Archives d'outre mer à Aix-en-Provence présente à partir des fonds du "Service de liaison avec les originaires des territoires français d'outre-mer" (S.L.O.T.F.O.M.) créé en 1923 une des sources les plus essentielles sur l'histoire des mouvements nationalistes et communistes d'outre-mer et sur leur activité en matière de luttes coloniales. Mais pensera-t-on s'adresser à l'Institut régional C.G.T. (P.A.C.A.) créé en 1986 qui avait rassemblé de nombreuses photos pour le cinquantenaire du Front populaire ? La Société des sciences historiques et naturelles de la Corse est le lieu indispensable à toute étude économique et sociale de l'île. L'Association pour la sauvegarde et la promotion du patrimoine industriel en Vaucluse (A.S.P.P.I.V.) assure "avec la participation de la population, les fonctions de recherche, conservation, présentation, mise en valeur de l'ensemble des biens industriels, artisanats et ruraux représentatifs d'un milieu et des modes de vie qui s'y succèdent" ; elle recueille de nombreuses archives d'entreprises et des documents iconographiques.

On pourrait continuer cette énumération. L'essentiel n'est pas là. Il est d'abord dans la prise en compte de ce mouvement général qui, dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, comme dans toute la France, travaille au sauvetage et à la reconstitution du patrimoine industriel et des sources de l'histoire ouvrière et sociale. Bien que jeune, ce mouvement a déjà sa propre histoire qui contribue à modeler sa physionomie ; il évolue lui-même et c'est à partir de cette idée que l'on peut conclure -de façon tout à fait provisoire- sur les trois points suivants :

- L'investigation, les recherches menées actuellement permettent la découverte de nouvelles archives. Ainsi depuis quelques années le mouvement mutualiste -le mouvement social français le plus ancien et le plus important numériquement parlant- a entrepris une recherche sur son histoire jusqu'alors très méconnue. Cette démarche passe dans un premier temps par la reconstitution de ses archives. Progressivement le mouvement mutualiste se donne les moyens de son projet, ce qui lui a notamment permis lors de son congrès national, tenu en juin 1988 à Nice, d'exposer plus de cinquante bannières anciennes venues de toute la France. Il y a beaucoup à faire pour reconstituer le patrimoine archivistique de ce mouvement si vaste -et si bien implanté à Nice et à Marseille où des actions de recherche seront prochainement mises sur pied. Elles permettront le sauvetage d'autres archives.

- Par ailleurs l'enquête nationale faite de 1984 à 1987 s'est efforcée d'être complète. Mais elle ne pouvait être exhaustive et a dû être arrêtée en vue de sa publication. D'autres centres, des initiatives nouvelles ont pu être impulsées depuis et méritent d'être signalées. Notre travail représente un premier sillon mais des investigations accrues sont toujours possibles et souhaitables dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur comme dans toute la France.

- Il serait donc nécessaire d'envisager la poursuite de cette recherche sur les sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur comme dans toute la France ceci à partir d'un réseau regroupant l'ensemble des personnes et institutions intéressées par une telle démarche. La collaboration est ici indispensable.

Les Archives de France -Archives nationales, départementales et communales ont un rôle indispensable à jour en cette recherche dont les résultats ne seraient pas forcément présentés sur le support papier traditionnel : l'outil informatique permettra la constitution d'une banque de données des sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle, souple et accessible à tous.

(1) DREYFUS (Michel) Les sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle en France XIX-XXe siècles, Paris, Editions ouvrières, 1987, 300 p.